

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le

07 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASSENAUD RECYCLAGE

ZI des Touches
Rue Jean-Baptiste Lafosse
53000 Laval

Références : EC-2025-455-AUTO-PASSENAUD RECYCLAGE-Laval-RAP
Code AIOT : 0006304620

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement PASSENAUD RECYCLAGE implanté ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 Laval. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSENAUD RECYCLAGE
- ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 Laval
- Code AIOT : 0006304620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence, Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
3	Entreposage des VHU avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Contrôle équipements_ catégorie V	Arrêté Ministériel du 30/06/2008, article Annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Codification des ballons d'eau chaude_rubrique 2711	Code de l'environnement du 10/03/2016, article R.541-7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rétention des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 7.4.2	Demande d'action corrective	15 jours
10	Durée de stockage des batteries	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 8.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	VHU en attente de dépollution	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 1.1.4	Sans objet
4	Traçabilité déchets_VigieDéchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Sans objet
5	Attestation de capacité fluide frigorigène	Décision d'exécution du 16/10/2007, article R.543-99	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite s'inscrit dans la continuité de celle du 4 novembre 2024. À ce jour, l'exploitant ne s'est pas positionné sur la situation administrative de son établissement.

Lors de la visite, l'inspection a relevé que l'exploitant se trouve dans une situation administrative irrégulière. En effet, au vu des volumes de déchets dangereux temporairement stockés, l'installation relève désormais :

- du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1,
- du régime IED au titre de la rubrique 3550.

En outre, plusieurs prescriptions applicables aux activités exercées sur le site ne sont pas respectées, en particulier concernant les modalités de stockage des déchets dangereux.

L'évolution de l'activité depuis l'autorisation initiale conduit aujourd'hui le site à accueillir des quantités supplémentaires de déchets dangereux, pour lesquelles il ne dispose plus de conditions de stockage suffisamment sécurisées.

Des suites administratives sont proposées afin de régulariser la situation administrative du site et de faire cesser les non-conformités constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate la présence, sur deux zones distinctes du site, d'un stockage important de batteries au plomb usagées de différents types (batteries de véhicules légers, poids lourds et chariots élévateurs). En extérieur, devant le hangar, sont entreposés : <ul style="list-style-type: none">• deux bennes d'environ 10 m³, couvertes, contenant des batteries de chariots élévateurs ;• une douzaine de bacs rigides non couverts d'environ 1 m³ chacun, contenant pêle-mêle des batteries de véhicules légers et de chariots élévateurs. Dans la case n°27, également située en extérieur, l'inspection observe : <ul style="list-style-type: none">• deux multi-bennes bâchées d'environ 5 m³ chacune, identifiées par le pictogramme de

danger "corrosif" ;

- environ vingt bacs rigides de 1 m³ contenant des batteries de différents types, dont certains empilés et placés contre le mur d'enceinte de l'établissement.

L'inspection consulte le registre interne de l'établissement qui permet d'identifier l'origine et le volume de déchets présents le jour de l'inspection.

À partir de ce registre, l'inspection évalue à 54 tonnes le stock de batteries usagées apportées par les particuliers, relevant de la rubrique 2710-1 de la nomenclature ICPE.

Par ailleurs, la consultation de l'application Trackdéchets, sur la période du 1er août au 1er octobre 2025, révèle que 40,072 tonnes de batteries ont été réceptionnées au titre de la rubrique 2718-1, et sont toujours présentes sur le site le jour de la visite.

Ainsi, le stock total de batteries au plomb usagées recensé sur le site s'élève à près de 94 tonnes, entreposées majoritairement en extérieur, partiellement non couvertes et non protégées des intempéries, dans des conditions susceptibles de générer des risques de pollution.

- BSD-20250922-MECQQH07X : Garage Anne Emmanuel / 1,207 tonnes de batteries réceptionnées le 23/09/25;
- BSD-20250915-8T0NS1CYA : TRM / 2,737 tonnes de batteries réceptionnées le 15/09/25;
- BSD-20250911-PPJA0HTX6 : CRETOT OUEST / 0,949 tonnes de batteries réceptionnées le 15/09/25;
- BSD-20250909-Y603S74P5 : TRANSPORT COUE/ 1,167 tonnes de batteries réceptionnées le 11/09/25;
- BSD-20250903-XBCP85WJJ : BRETAGNE MANUTENTION/ 9,480 tonnes de batteries réceptionnées le 04/09/25;
- BSD-20250826-AM0W7K2XR : BATTERIES EXPERT/ 2,578 tonnes de batteries réceptionnées le 27/08/25;
- BSD-20250901-5TT0090Z2 : SMDN / 0,840 tonnes de batteries réceptionnées le 01/08/25;
- BSD-20250630-9MCWGSRG3 : LACTALIS LOGISTIQUE / 13,16 tonnes de batteries réceptionnées le 01/07/25 ;
- BSD-20250717-F2XJ92K5Z : SFN MAT/ 0,610 tonnes réceptionnées le 18/07/25 ;
- BSD-20250717-24BAZATM2 : SARL GARAGE BEUCHER/ 0,957 tonnes réceptionnés le 18/07/25 ;
- BSD-20250721-TA7VR8TE9 : BATTERIES EXPERT / 2,82 tonnes réceptionnées le 22/07/25 ;
- BSD-20250730-7TDW0VCFD : ENTREPOSAGE LOGISTIQUE / 2,54 tonnes réceptionnées le 30/07/25 ;
- BSD-20250730-AD6GG52HB : CRETOT OUEST / 1,028 tonnes réceptionnés le 31/07/25.

Les informations recueillies dans le registre et sur Trackdéchets corroborent les observations de terrain de l'inspection.

Lors de la visite, l'inspection observe également, sous le bâtiment, la présence de plusieurs lots de déchets dangereux stockés en attente d'évacuation :

- un stock de chiffons et emballages souillés, réparti dans quatre bennes de 30 m³ et quatre bacs houssés ;
- un stock de néons (D3E) constitué de 5 bacs d'un mètre cube chacun.

La consultation du registre interne de suivi des déchets permet d'estimer la masse totale des déchets dangereux autres que batteries au plomb à environ 6 tonnes, dont :

- 1,78 tonne d'emballages souillés,
- 4,22 tonnes de chiffons souillés.

Au regard de ces éléments, l'inspection évalue la **quantité totale de déchets dangereux présents sur le site, hors déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), à environ 100 tonnes** le jour de la visite.

La note déchets du 27 avril 2022 rappelle que :

- les installations 2710-1 peuvent relever également de la 3550,
- un site combinant zone d'apport volontaire et zone de transit relève à la fois de la 2710 et de la 2718.
-

L'inspection indique que si les batteries relevant des rubriques 2710-1 et 2718-1 sont massifiées sur le site, les 2 rubriques s'appliquent et s'additionnent pour définir le seuil de la rubrique IED 3550.

L'inspection indique à l'exploitant qu'au vu des constats réalisés, les activités du site relève à l'heure actuelle :

- **du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1 si la quantité de déchets dangereux stockés temporairement est supérieure à 7 tonnes par jour. ,**
- **du régime IED au titre de la rubrique 3550 si la quantité de déchets dangereux stockés temporairement est supérieure à 50 tonnes par jour.**

L'exploitant invoque une situation exceptionnelle liée à des difficultés d'exutoires de filière.

Dans son arrêté préfectoral initial de 2010 l'exploitant était autorisé à prendre en charge une quantité de batteries de 250 tonnes maximale par an.

Un projet d'arrêté préfectoral modificatif a été envoyé le 1^{er} octobre 2024 à l'exploitant en amont de la visite d'inspection du 4 novembre 2024 pour lui demander de se positionner sur les rubriques ICPE des activités du site. Par retour de mail du 4 novembre 2024, l'exploitant, par l'intermédiaire de son bureau d'étude THERIUS, s'est positionné sur les rubriques 2718-1 et 2710-1 :

2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>	<p>Transit de déchets dangereux (aérosols, <i>chiffons matériaux souillés, emballages vides souillés, filtres à huiles, peintures, colles, résines, solvants, vernis, etc ...</i>)</p> <p><u>55,5 tonnes</u></p>	A
2710-1b	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p>	<p>Collecte de déchets dangereux par apport direct (aérosols, batteries, embal-</p>	DC

1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :	<i>lages souillés, acides, bases, solvants, piles)</i>	
<i>b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes.</i>	6,5 tonnes	

Désignation	Volume maximal susceptible d'être présent sur le site
Déchets : - d'huiles usagées, - d'acides, bases solvants, - de boues de peinture	2 T 0,200 T 1 T
Piles et accumulateurs	0,5 T
Aérosols	0,300 T
Peinture, colles, vernis, mastics	15 T
Chiffons absorbants souillés	
Emballages souillés	
Boues d'hydroxyde métallique	15 T
Amiante lié (fibrociment) en palettes filmées ou en big-bags	3 m³
Batteries	28 T
DIB (papiers, cartons, plastiques, bois, gravats...)	1 380 m ³
DEEE	90 m ³

Lors de la visite du 4 novembre 2024, l'inspection avait indiqué à l'exploitant que les quantités déclarées sous la rubrique 2718-1 pouvaient relever de la rubrique IED 3550 et avait invité l'exploitant à se positionner avant de finaliser un arrêté préfectoral modificatif actualisant la situation administrative de l'exploitant.

Par ailleurs, l'inspection constate que des déchets non dangereux sont présents sur la zone de stockage des bennes vides :

- stockage de pare-brises dans une cellule dédiée aux terres végétales,
- 1 benne d'environ 20 m³ de déchets de tuiles plâtrière,
- 1 benne d'environ 20 m³ de déchets d' huisseries PVC,
- 1 benne d'environ 5 m³ de verre,
- 1 benne d'environ 5 m³ de gravats,
- 2 bennes bâchées pour un total d'environ 10 m³ de déchets verts,
- 1 benne bâchée d'environ 30 m³ de gravats,
- 2 bennes d'environ 30 m³ chacune de grilles métalliques.

L'inspection rappelle à l'exploitant que cette zone n'est pas déclarée pour du stockage de déchets en dehors des deux cellules de gravats et terres prévues à cet effet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant dans un délai de 1 mois de transmettre la mise à jour du classement des activités déclarées sur son site.

Considérant que le défaut d'Autorisation pour l'exploitation du site au titre des rubriques 2710-1 et 3350 de la nomenclature des ICPE constitue une non-conformité majeure, l'inspection des installations classées propose à madame la Préfète de la Mayenne de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative soit :

- En déposant un dossier de demande d'Autorisation pour les rubriques 2710-1 et 3350 de la nomenclature ICPE ;
- En procédant à une cessation partielle liées aux activités des rubriques 2710-1 et 3350 avec la remise en état prévue à l'article L. 512-6 du code de l'environnement.

Dans l'attente de la régularisation de sa situation administrative, l'exploitant procède à l'évacuation des déchets présents en quantité excédant les seuils des régimes pour lesquels il est autorisé.

L'exploitant transmet aux services de contrôle les justificatifs correspondants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence, Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : VHU en attente de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 1.1.4

Thème(s) : Situation administrative, VHU

Prescription contrôlée :

Nature des déchets objet de l'agrément	Origine géographique	Flux annule de VHU à dépolluer	Nombre maximal de VHU non dépollués stocké sur le site
VHU à dépolluer	Mayenne prioritairement et département limitrophe	1200 VHU (arrêté préfectoral du 16 janvier 2019 portant renouvellement de l'agrément)	20

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de 11 véhicules hors d'usage (VHU) en attente de dépollution sur le site.

Un sondage a été réalisé sur deux de ces véhicules non immatriculés (une Peugeot 206 bleue et une Citroën Xsara blanche) ; il ressort que ces véhicules proviennent de propriétaires domiciliés en Mayenne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entreposage des VHU avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41

Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage

Prescription contrôlée :

Entreposage.

I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :

Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et « des batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage ». Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.

L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :

- pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage «, d'éclairage et d'allumage » est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- « un contrôle de sécurité des batteries de puissance » est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- pour les véhicules hors d'usage accidentés :
 - les batteries de démarrage et «, d'éclairage et d'allumage et les batteries » de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ; - après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été observé que les véhicules hors d'usage (VHU) en attente de dépollution sont entreposés à proximité immédiate des bennes contenant des batteries au plomb usagées.

L'inspection relève également que la distance séparant ces véhicules des bennes destinées au stockage des emballages vides souillés et des chiffons souillés est inférieure à 4 mètres.

Cette configuration traduit une distance insuffisante entre les différents stocks de déchets dangereux et véhicules non dépollués, susceptible de favoriser la propagation d'un incendie.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de traitement de véhicules hors d'usage (VHU), et notamment celles concernant la séparation physique entre les zones de stockage des VHU et les zones de stockage de déchets dangereux, l'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réorganiser le stockage des VHU en attente de dépollution, de manière à garantir une distance minimale de 4 mètres entre cette zone et les autres zones de l'installation, notamment celles accueillant des bennes de batteries au plomb, des chiffons et emballages souillés ainsi que tout autre déchet dangereux ; • Transmettre à l'inspection, dans un délai d'un mois à compter de la présente visite, un plan de réorganisation et de mise en conformité précisant : <ul style="list-style-type: none"> • la nouvelle répartition des zones de stockage, • les mesures mises en œuvre pour assurer la conformité aux prescriptions réglementaires en vigueur.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Traçabilité déchets_VigieDéchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.</p>

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

Sont exclues de ces dispositions, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

II.-Toute personne qui produit des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets radioactifs dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau.

Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, et pendant cinq ans dans les autres cas.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en leur adressant copie du bordereau mentionnant le motif du refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au deuxième alinéa, l'émetteur du bordereau, ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial, dans le cas prévu au deuxième alinéa, et l'émetteur en leur adressant copie du bordereau indiquant le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de la réception de ceux-ci. Si le traitement est réalisé après ce délai, une nouvelle copie du bordereau est adressée à son émetteur et, le cas échéant, à l'expéditeur initial, dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu copie du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

Sont exclues de ces dispositions les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de

déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, ainsi que les ménages ».
<p>Constats :</p> <p>La déclaration GERE 2024 mentionne un total de 1076,964 tonnes de VHU enregistrés en entrée en vue de leur dépollution.</p> <p>L'inspection constate toutefois que l'exploitant n'a émis aucun BSD_VHU dans Trackdéchets (ou VigieDéchets) pour l'entrée de ces véhicules sur son site.</p> <p>Au cours de la visite, il apparaît que la majorité des VHU enregistrés en entrée proviennent de particuliers.</p> <p>La FAQ Trackdéchets relative aux VHU précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les particuliers ne sont pas soumis à l'obligation de traçabilité : lorsqu'un VHU est remis à un centre dûment Enregistré ou agréé, le centre doit établir la déclaration de destruction et l'enregistrement dans le SIV, mais aucun BSD_VHU n'est requis en entrée. • Les professionnels (garagistes, fourrières, centres VHU, etc.) qui transmettent des VHU non dépollués à un centre VHU doivent en revanche établir un BSD_VHU sur Trackdéchets. <p>En l'absence de consignes ministérielles complémentaires, l'inspection prend acte de la situation pour les apports de particuliers. Un sondage réalisé sur deux VHU non immatriculés en attente de dépollution (Peugeot 206 bleue et Citroën Xsara blanche) a confirmé que les apporteurs en étaient bien les propriétaires respectifs.</p> <p>Par ailleurs, il est constaté que l'exploitant tient un registre interne retraçant les VHU entrants.</p> <p>En revanche, il est rappelé que tout apport de VHU par des professionnels doit faire l'objet d'un BSD_VHU émis en entrée de site, conformément aux dispositions réglementaires et aux obligations de traçabilité des déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Attestation de capacité fluide frigorigène

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 16/10/2007, article R.543-99
Thème(s) : Risques chroniques, fluide frigorigène
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement.</p> <p>L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de nous fournir une copie de l'attestation de capacité qui est détenue par la directrice QSE du groupe PASSENAUD.</p> <p>Post-visite, la directrice QSE du groupe nous fait parvenir copie de l'attestation délivrée pour</p>

l'établissement de capacités Fluides Frigorigène pour les activités VHU délivrée par SOCOTEC le 31/01/2023 et valable jusqu'au 30/01/2028 (attestation n° ACO/SQ020322-001).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle équipements_catégorie V

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2008, article Annexe II

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle équipements

Prescription contrôlée :

CONDITIONS RELATIVES À LA DÉTENTION D'OUTILLAGES PAR CATÉGORIE D'ACTIVITÉS

CATÉGORIE d'activités	OUTILLAGE EXIGÉ
Le bon fonctionnement et l'exactitude de l'outillage sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois.	
Catégorie V	<ul style="list-style-type: none">- station de charge et de récupération compacte ou en éléments séparés ;- bouteilles de récupération par type de fluide, le cas échéant intégrées à la station de charge et de récupération ;- matériel de détection des fuites adapté aux systèmes de climatisation de véhicules ;- thermomètre ;- balance ayant une erreur maximale de mesure inférieure ou égale à 5 % en tout point de l'étendue de mesure ;- tableau mis à jour des charges en fluide et en huile des véhicules. <p>Lorsque la récupération est effectuée par un centre VHU titulaire de l'agrément prévu à l'article R. 543-162 du code de l'environnement seuls les équipements suivants sont requis :</p> <ul style="list-style-type: none">- station de récupération ;- bouteilles de récupération par type de fluide, le cas échéant intégrées à la station de charge et de récupération ;- balance ayant une erreur maximale de mesure inférieure ou égale à 5 % en tout point de l'étendue de mesure.
La balance peut, le cas échéant, être intégrée à la station de charge et de récupération.	

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'une station de récupération des fluides frigorigènes, accompagnée de trois bouteilles vides entreposées à proximité. L'une de ces bouteilles porte un étiquetage correspondant au fluide R-407C.

L'exploitant n'a pas été en mesure, lors de la visite, de présenter les documents justifiant de la vérification de l'outillage de catégorie V, comprenant notamment la station de récupération et les bouteilles de récupération par type de fluide, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2008 relatif à l'utilisation et à la maintenance des équipements contenant des fluides frigorigènes.

Postérieurement à la visite, la directrice QSE du groupe a transmis à l'inspection les documents suivants attestant des vérifications réalisées :

- Constat de vérification n° FE 446071 du 24 février 2025, établi par la société GLOBAL TEAM +, relatif à la vérification de la station de récupération ;
- Rapport d'intervention du 24 février 2025 de la même société, décrivant le contrôle de maintenance de la station ;
- Fiche de vie / contrôle interne de la balance, indiquant le dernier contrôle réalisé le 4 décembre 2024 ;
- Bordereau de suivi des déchets (BSD) n° FF-20250224-CHGMJNNC0, émis le 28 février 2024, relatif à l'évacuation d'une bouteille contenant 11,8 kg de fluide frigorigène R-134a, récupéré lors de l'intervention.

L'analyse de ces documents permet de constater que la vérification externe de la station de récupération comprend bien :

- un test de fonctionnement avec contrôle des manomètres,
- ainsi qu'un test d'étanchéité réalisé au moyen d'un détecteur électronique de fuite.

Toutefois, la fiche de vérification n° FE 446071 mentionne un manomètre haute pression (HP) défectueux, tandis que le rapport d'intervention indique la fourniture d'un nouveau manomètre HP à la suite de cette constatation.

Le contrôle de la balance a été effectué par l'exploitant lui-même. La fiche de vie associée décrit la procédure de vérification et intègre trois points de mesure réalisés avec des masses étalons de 5 kg, 9,2 kg et 14,2 kg.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- Transmettre un justificatif permettant d'identifier la référence exacte et le numéro de série de la station de récupération mentionnée sur le constat de vérification n° FE 446071 et le rapport d'intervention établis par la société GLOBAL TEAM + ;
- Justifier de la certification de la personne physique ayant procédé au contrôle de la balance intégrée à la station de transfert,

<ul style="list-style-type: none"> Fournir un justificatif attestant de la présence sur site d'une bouteille de fluide frigorigène R-407C, précisant son usage,
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux issues des zones d'exploitation y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels sont récupérés et traités avant rejet dans le milieu naturel notamment par passage dans un décanteur déshuileur ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> de matières flottantes ; <input type="checkbox"/> de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; <input type="checkbox"/> de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Température < 30°C <input type="checkbox"/> pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) <input type="checkbox"/> hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l <input type="checkbox"/> plomb inférieur à 0.5 mg/l <p>Un contrôle au minimum annuel des rejets en sortie de chaque dispositif décanteur déshuileur est réalisé par un organisme tiers. Les résultats sont conservés pendant au moins 5 ans et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur le prélèvement d'échantillon en sortie des dispositifs en vue de leur analyse sur au moins les paramètres précités par un laboratoire agréé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 impose à l'exploitant la réalisation annuelle d'analyses sur les paramètres hydrocarbures totaux et plomb. Cependant, le programme d'autosurveillance de l'exploitant n'a pas été mis à jour pour intégrer l'ensemble des paramètres et seuils définis par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ainsi que les arrêtés ministériels de prescriptions applicables aux rubriques visées par l'établissement.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats d'analyses, ceux-ci étant centralisés chez la directrice QSE du groupe.</p> <p>Post-visite, la directrice QSE a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> les résultats d'analyses pour l'année 2024 (rapport d'essai n° DEI-2023-1661-002-Laval du laboratoire ANALY CO), ainsi qu'un rapport provisoire pour l'année 2025 en cours.

Le rapport transmis mentionne en préambule que :

« Ce rapport annule et remplace le rapport DEI-2023-1661 du 31/01/2024 qui doit nous être retourné ou détruit. Suite à votre demande, les deux échantillons font maintenant l'objet de deux rapports distincts ; de plus, les noms des échantillons ont été clarifiés. »

Les résultats d'analyse 2024 mettent en évidence :

- un dépassement des VLE sur les paramètres DBO₅ et DCO, par rapport aux prescriptions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (rubrique 2712),
- une anomalie d'unité de mesure concernant l'indice hydrocarbures totaux, exprimé en mg/kg au lieu de mg/l.

Les résultats provisoires de l'année 2025 indiquent que les paramètres DBO₅ et DCO sont conformes aux prescriptions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Les résultats 2024 et 2025 n'identifient pas de non conformité sur le plomb dans les rejets aqueux.

En matière de fiabilité des mesures, l'article 58.II de l'arrêté du 2 février 1998 précise que : « *Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation* ».

Le rapport indique que le prélèvement a été réalisé par l'exploitant.

Le guide ministériel rappelle que l'exploitant peut réaliser lui-même l'échantillonnage, sous réserve de respecter les prescriptions techniques précisées dans la partie 2 du dit guide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des constats effectués lors de la visite et des documents transmis post-visite, l'inspection demande à l'exploitant de :

- Justifier l'information mentionnée en préambule du rapport d'analyse du laboratoire,
- Corriger l'expression erronée des résultats relatifs à l'indice hydrocarbures totaux, actuellement exprimés en mg/kg au lieu de mg/l, et transmettre une version corrigée du rapport concerné,
- Fournir le rapport d'analyse définitif au titre de l'année 2025,
- Justifier du respect des prescriptions techniques relatives à l'échantillonnage, conformément à la partie 2 du guide ministériel « opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE ».

L'inspection informe l'exploitant qu'un arrêté préfectoral complémentaire sera pris afin de

réactualiser le programme d'autosurveillance des rejets aqueux, dans l'attente de la régularisation définitive de sa situation administrative.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Codification des ballons d'eau chaude_rubrique 2711

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2016, article R.541-7
Thème(s) : Risques chroniques, codification déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a relevé :</p> <ul style="list-style-type: none"> le dépôt en mélange de ballons d'eau chaude dans la case n°7, normalement dédiée aux apports de platin provenant de particuliers ; l'enregistrement en entrée de ces équipements sous la dénomination générique « Platin ». <p>Post-visite, l'inspection rappelle que les chauffe-eau doivent être classés en Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E) et entreposés de manière à préserver leur intégrité.</p> <p>La directrice QSE du groupe a précisé que ces équipements figurent bien dans le registre de sortie sous la dénomination « GEM hors froid - Ballon eau chaude », repris par un éco-organisme.</p> <p>Le registre des déchets sortants transmis après la visite mentionne en effet la sortie des ballons d'eau chaude en tant que D3E non dangereux (code 20 01 36), expédiés vers le site PASSENAUD de Champagné (72) sous le code traitement R13 (<i>stockage de matériaux en vue d'une opération R1 à R12 : opération intermédiaire avant valorisation finale</i>).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>À la suite des constats effectués lors de la visite, et conformément aux dispositions applicables à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), relevant de la rubrique 2711 de la nomenclature ICPE, l'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'assurer l'enregistrement et le stockage différencié des chauffe-eau, ceux-ci relevant de la catégorie des D3E et devant être comptabilisés spécifiquement au titre de la rubrique 2711 ; regrouper et entreposer l'ensemble des D3E dans une zone dédiée, clairement identifiée et signalée comme telle, de manière à éviter tout mélange avec d'autres déchets dangereux

<p>ou non dangereux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre à l'inspection les bons d'enlèvement ou bordereaux de suivi délivrés par l'éco-organisme agréé en charge de la reprise et de l'élimination de ces équipements, afin de justifier de leur filière d'évacuation conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Rétention des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, rétention des liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le hangar dédié au stockage des déchets issus de la dépollution des véhicules hors d'usage (VHU), l'inspection constate la présence de quatre contenants entreposés hors rétention, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> deux bidons de 20 litres identifiés comme présentant un risque corrosif,

- quatre fûts métalliques de 220 litres contenant respectivement du gazole et de l'huile usagée.

Par ailleurs, en extérieur, l'inspection observe le stockage en vrac ("pêle-mêle") d'un grand nombre de batteries au plomb usagées dans des bacs rigides non couverts, sans dispositif de confinement ni protection contre les intempéries, situation susceptible de provoquer un écoulement d'électrolyte acide (acide sulfurique) en cas de fuite ou de dégradation des batteries.

Enfin, il est relevé que le revêtement en béton du sol dans la zone n°27 présente des signes de dégradation, ce qui favorise le risque d'infiltration de polluants liquides vers le sol naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de

- Mettre en place une rétention adaptée sous l'ensemble des contenants de liquides dangereux (fûts, bidons, cuves, etc.), de capacité suffisante pour retenir au minimum 100 % du volume du plus grand récipient ou 50 % du volume total stocké, conformément à la réglementation en vigueur ;
- Stocker l'ensemble des batteries au plomb à l'abri des intempéries, dans des contenants étanches et appropriés, implantés sur une aire en rétention étanche, et éviter tout empilement susceptible de compromettre la stabilité des bacs ou d'endommager les batteries.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Durée de stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 8.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, conditions de stockage

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant fait régulièrement éliminer les déchets stockés dans des installations adaptées dûment autorisées. La durée de stockage des déchets n'excèdera pas un mois.

Constats :

D'après le registre, le stock de batteries présentes sur le site le jour de l'inspection a été constitué depuis le 1er juillet 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de respecter les délais d'entreposage définis dans son arrêté préfectoral du 14 juin 2010 et de procéder régulièrement à l'évacuation des batteries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

Annexe photographique

Stocks de batteries



Benne de batterie à proximité des VHU en attente de dépollution

